



Édito

Continuer la lutte en toute indépendance

La victoire de François Hollande a été perçue, dans les milieux militants africains, soit de manière positive, soit comme une sorte de soulagement. Enfin terminé le règne de Sarkozy dont le discours de Dakar symbolisera, pour longtemps, la vision décomplexée qu'a la droite de l'Afrique et des Africains ; si décomplexée qu'elle s'est échouée sur les rives de l'extrémisme.

Il est peu agréable de jouer les Cassandre et les rabat-joie pour ceux qui pensent que « *le changement c'est maintenant* » dans les relations entre la France et l'Afrique. Cependant, un rapide coup d'œil vers le passé peut modérer un enthousiasme imprudent. En effet, nombreux étaient ceux qui pensait que François Mitterrand allait changer de politique en Afrique, « manque de Baule », cela a commencé par un « Carrefour du développement » de la corruption, pour finir sur la participation au génocide des Tutsi. Puis ce fut au tour d'Obama, qui souleva l'espoir sur le Continent, mais du « Yes we can », nous ne vîmes que le yes... à l'intervention de Sarkozy en Côte-d'Ivoire et en Lybie, sans parler des protections offertes aux dictatures africaines comme celle de l'Ouganda ou du Rwanda.

Et pour être totalement franc, force est de constater que la mandature de François Hollande commence plutôt mal avec un hommage à Ferry, fervent adepte du colonialisme, puis une entrevue avec Mohamed VI, roi du Maroc, qui ne cesse de réprimer les organisations progressistes de son pays et dont la France soutient la politique coloniale contre les Sahraouis. Une entrevue avec Mahamadou Issoufou, le président nigérien, où il se fait défenseur de l'exploitation de la mine d'uranium d'Imouraren par Areva^[1] et enfin, un prochain rendez-vous avec Ali Bongo, un des emblèmes de la Françafrique. Autant de signes qui montrent que la politique de la France n'est pas près de changer, si ce n'est au niveau des symboles. Ainsi le ministère de la Coopération est-il renommé ministère du « Développement » ; ainsi de la mesure obligeant les multinationales à communiquer leur compte dans les pays où elles interviennent. Une mesure européenne qui s'appliquera à tous les pays de l'UE et qui est déjà mise en place par les Etats-Unis depuis un an, dont le responsable même de l'entreprise Total, grand modèle de transparence et de développement durable, dit « *que cela ne lui pos[e] aucun problème* ». ^[2]

Mais qu'importe que l'on ait ou non des illusions sur le gouvernement de Hollande, l'essentiel reste de ne pas aliéner notre indépendance et continuer nos actions, notre solidarité et nos luttes jusqu'au bout pour la libération de l'Afrique.

Paul Martial

^[1] <http://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/energie-environnement/20120611trib000703254/hollande-prone-la-cooperation-sur-l-uranium-avec-le-niger.html>

^[2] "Jeune Afrique" (17 juin 2012)

S O M M A I R E

- **En bref**

Cameroun
Tchad
Rawanda
Ouganda

- **Afriques en lutte**
Qui sommes nous ?

- **Nouvelles du continent**

Soudan
Mobilisation Maroc
Togo
Égypte

- **Dossier Somalie**
Somalie

- **Histoires-mémoires**
Cinquantenaire de la Révolution Algérienne

- **Cultures**
Invention du Sauvage

Répression au Cameroun



Le Roi du Cameroun Paul BIYA

Biya est de nouveau reparti dans une spirale de répression signe que son régime est chancelant. En effet ses sbires viennent d'arrêter des responsables du syndicat étudiant ADDEC dont Nzouabet Kweto Hervé Anicet, pour avoir dénoncé les malversations financières des recteurs d'Université. Les jeunes se retrouvent en prison et les coupables en liberté.

Quant à l'écrivain et opposant ENOH MEYEMESSE il est toujours détenu à la prison de KONDENGUI sous les accusations de banditisme, vol de diamant à main armée, recel et aussi tentative de coup d'état. L'arbitraire du gouvernement de Biya est aussi vaste que son imagination.

Tchad : la lutte pour la vérité continue



le 3 février 2008 le professeur IBNI OUMAR Mahamat Saleh était enlevé à son domicile de N'Djamena par des éléments de l'armée tchadienne. Depuis cette date les principales organisations de défense des droits humains comme Amnesty International, la Fédération internationale

des ligues des droits de l'homme (FIDH) mais aussi des ONG tchadiennes interpellent le gouvernement tchadien au Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme à Genève sans réponse de sa part. Un silence qui en dit long sur la culpabilité de Déby dont le principal soutien est la ... France

Rwanda : impliqué dans la déstabilisation du Kivu en RDC.

Malgré les pressions des États-Unis fidèle soutien de Kigali, les rapporteurs de l'ONU ont clairement indiqué que la nouvelle rébellion de M23 dirigée par le criminel de guerre Bosco Ntaganda est soutenu en arme et en homme par Kagamé président du Rwanda.

Derrière ce soutien inacceptable, se cache des intérêts financiers liés au pillage des ressources minérales du Kivu. En attendant les populations restent martyrisées par des hommes en arme soit du gouvernement de Kabila, soit de Kagamé sans

parler des différentes milices qui sévissent dans la région. Une situation qui ne gêne pas outre mesure les principales multinationales de l'électronique et de l'informatique qui ferment les yeux sur la provenance du coltan.



Paul Kagamé

Ouganda L'homophobie ça se soigne !!!

Le gouvernement ougandais vient de révoquer 38 ONG, leur crime ? Venir en aide aux homosexuel(les) victimes de persécution dans le pays.

Rappelons que le Parlement ougandais s'apprêtait à voter une loi instaurant la peine de mort pour les homosexuel(les). Cette ambiance de haine hystérique avait conduit à l'assassinat d'un activiste qui défendait les droits des gays.

Les autorités n'hésitent pas à inciter la haine contre les homosexuel(les), histoire de faire oublier la situation catastrophique dans laquelle se trouve les populations à Kampala. Huit personnes sont mortes du choléra avec un risque que l'épidémie se développe au vue des conditions sanitaires déplorables du pays.



www.survie.org

**Je lutte contre la Françafrique
Je soutiens Survie**

L'association (loi 1901) Survie a trois objectifs principaux : ramener à la raison démocratique la politique de la France en Afrique (lutte contre la Françafrique et le néocolonialisme), combattre la banalisation du génocide et réinventer la solidarité internationale par la promotion des Biens Publics mondiaux.

Qui sommes nous ?

Afriques en lutte est un collectif d'individus ouvert à toutes et tous qui se veut un outil de lutte contre le capitalisme et l'impérialisme en Afrique.

Afriques en lutte est partie prenante de la construction d'un nouvel internationalisme et se range résolument aux cotés de tous les peuples africains et soutient leur lutte y compris contre des gouvernements qui se prétendent, nationalistes, anti colonialistes, progressistes ou autre mais qui dans la réalité développe au sein de leur pays des politiques d'exploitation de répression et d'oppression contre leurs populations

Afriques en lutte est solidaire de tous les combats anticolonialistes, anti-impérialistes et écologiques. Appuie les luttes contre le racisme, la xénophobie et l'ethnicisme.

Afriques en lutte soutient les luttes pour le droit des femmes, contre les discriminations homophobes.

Afriques en lutte se bat notamment :

- X Contre les interventions militaires françaises en Afrique, quel que soient les prétextes invoqués.
- X Pour le démantèlement de toutes les bases et structures militaires (conseillers, aide technique, etc.).
- X Contre le pillage des multinationales françaises en Afrique (Total, AREVA, Bouygues, Bolloré, EDF, etc.)
- X Pour une lutte contre les paradis fiscaux et l'aide aux détournements de fonds
- X Contre les accords de Cotonou et les APE.
- X Pour l'abolition de la dette et le versement de réparations pour les préjudices subis.
- X Contre les lois et les politiques anti-immigré-e-s.
- X Pour la liberté de circulation, d'installation, le droit de vote et d'éligibilité des migrants étrangers.
- X Contre le révisionnisme en matière d'histoire coloniale.
- X Pour une enquête internationale sur les responsabilités françaises dans le génocide au Rwanda et l'assassinat de Thomas Sankara.

Afriques en lutte soutien les combat des peuples d'Afrique.

- ✓ Pour le respect du droit fondamental des peuples « à disposer d'eux-mêmes ».
- ✓ Pour le respect de leurs droits et libertés démocratiques.
- ✓ Pour le contrôle des populations sur les politiques publiques (affectation des aides financières, attribution des contrats d'exploitation des matières premières, etc.)
- ✓ Pour une justice internationale forte et indépendante qui fasse rendre des comptes aux dirigeants corrompus et autoritaires, ainsi qu'à leurs complices.
- ✓ Pour un développement qui réponde aux besoins économiques, sociaux et culturels des populations.
- ✓ Pour la défense des ressources naturelles et contre l'accaparement des terres et le pillage halieutique.
- ✓ Pour la solidarité avec les luttes pour la défense des écosystèmes.



www.afriquesenlutte.org

SOUDAN : MOBILISATION CONTRE LA VIE CHERE

Le groupe du 30 janvier risque bien de devenir le cauchemar du gouvernement soudanais. En effet, depuis quelques semaines, des étudiants adeptes de réseaux sociaux appellent, les jeunes des universités, mais aussi la population, à manifester contre le plan d'austérité du président, el-Béchir. Depuis, les manifestations contre la vie chère se succèdent dans à Khartoum, la capitale.



Le but de la manœuvre pour le gouvernement est de trouver 2,4 milliards de dollars, en supprimant les subventions sur l'énergie, mesure qui pénalise les plus pauvres du pays et qui a un effet direct sur les transports en commun, dont les prix viennent d'augmenter de plus de 35%. A cette mesure s'en ajoutent d'autres comme la suppression des emplois dans la fonction publique, l'augmentation des taxes sur les produits de consommation et les importations. Depuis ces deux derniers mois, l'inflation s'élève à 30 % amputant le pouvoir d'achat de la population.



Le président du Soudan Oumar El-Béchir

Cette crise économique est la conséquence directe de la politique d'Omar el-Béchir dont l'idéologie est une sorte de mélange de Frères musulmans et de salafistes. En effet, il s'est emparé du pouvoir, après un putsch en 1989, et ne cesse d'ignorer et d'ostraciser les régions et les populations qui vivent à la périphérie de Khartoum et de sa région. C'est ainsi, qu'après une guerre civile qui a duré plus de 20 ans avec le Sud, et ce au prix de centaines de milliers de morts, un accord de paix a été signé

en 2005. Il prévoyait, pour les habitants du Sud, la possibilité de mettre en œuvre un référendum d'autodétermination au bout de six ans. Pendant cette période, el-Béchir n'a eu de cesse de mener une politique agressive contre le Sud, majoritairement animiste et chrétien. Naturellement, c'est donc à plus de 98 % que les Sud-Soudanais ont voté pour l'indépendance en janvier 2011.

Les trois-quarts des réserves de pétrole se trouvent au Sud-Soudan, ainsi Khartoum doit faire face à un manque à gagner important, d'autant que le Sud vient de bloquer toute extraction du pétrole suite à un désaccord commercial sur le prix à payer pour utiliser les oléoducs soudanais.

Mais el-Béchir n'hésite pas à faire payer sa politique sectaire et ethniciste à sa population. La seule réponse qu'il donne aux manifestations, c'est la répression. Ainsi au marché d'Omdurman, la police intervient avec violence pour empêcher la formation d'un cortège. Les forces de répression entourent le campus pour tenter d'empêcher les étudiants de descendre dans la rue. Des pick-up chargés de nervis du parti présidentiel, le Parti du Congrès National, attaquent les meetings étudiants.



Manifestations à Khartoum

Malgré cette répression, les manifestations continuent de plus belle et s'étendent dans la capitale à Jabra, Alshafa, Khartoum-3, Alabbassiya, Umbada, Nile City, Al-Ozuzab, Shambat, Khartoum North-Alamlak et dans d'autres localités comme à Kassala, Kosti, Gedaref Port Soudan et à l'université de Shendi dans l'Etat du Nil. Les slogans du début contre la cherté de la vie deviennent par la suite plus politiques et exigent la démission d'el-Béchir. L'opposition réunie dans les Forces du Consensus National qui regroupent le Parti Umma, le Parti du congrès populaire et le Parti communiste soudanais tente d'apporter une alternative politique à cette crise sociale autour d'une constitution intérimaire et d'un programme de transition.

MAROC : MO BI LI SA TION !

Les islamistes du PJD (Parti de la justice et du développement) d'Abdelilah Benkirane, principal parti de la coalition actuellement au gouvernement à Rabat, ont beau croire que Dieu est de leur côté, en réalité, il ne les aide pas tellement, doivent-ils amèrement constater.

« *Il est difficile de combattre la corruption* », tel est le constat que fit le Premier ministre Benkirane, début juillet. Il fut précédé par un autre aveu, fin mai, celui du ministre de l'enseignement supérieur, Lahcen Daoudi : « *Nous nous sommes retrouvés en plein milieu de la mondialisation sans y être préparés.* »



Benkirane nouveau Premier Ministre du Maroc

Mais c'est surtout l'aveu d'impuissance du chef du gouvernement en pleine séance du Parlement, le 14 mai, qui a contribué à alimenter le mécontentement social. Devant les députés, en bonne partie médusés, Benkirane conseilla alors aux chômeurs de « *prier Dieu pour qu'il leur donne un emploi* ». Puis, face à l'étonnement de certains quant à ce remède, il s'énerma : « *Quoi, vous ne faites pas confiance en Dieu ? A chaque fois qu'on lui demande quelque chose, il nous aide.* » Croyant(e)s ou moins croyant(e)s, les Marocains furent nombreux et nombreuses à être choqués. Surtout si l'on sait l'importance du chômage des jeunes générations (officiellement 20 %, le double du taux global), surtout celui des diplômés, vécu comme le symbole d'un gâchis social. Ce n'est pas parce que, dans un pays voisin agité par la crise qui secoue le Sud de l'Europe, de nombreux Espagnols rêvent désormais de travailler au Maroc (et envoient des CV aux chambres de commerce espagnoles installées dans le pays) que les Marocain(e)s seront consolés...

Protestant contre la situation de l'emploi, les manifestations du 25 mai ont été qualifiées de mobilisation « monstres ». Rien qu'à Casablanca, la métropole économique du pays, plus de 50 000 personnes battirent le pavé. Dans un pays où le paysage syndical est caractérisé par l'éparpillement entre une multitude de confédérations – souvent affiliées à une mouvance politique, la CDT et la FDT (respectivement Confédération et Fédération démocratique du travail) avaient soutenu les mobilisations. D'autres organisations syndicales sont actuellement divisées, puisque leurs directions ont été en partie intégrées par la nouvelle coalition au pouvoir (composée du PJD islamiste, de

l'Istiqlal – parti bourgeois et nationaliste – et des ex-communistes du PPS). La première centrale historique marocaine, l'UMT, est profondément divisée. Depuis le mois de mars 2012, des mesures autoritaires – des exclusions, et la fermeture des locaux de l'Union locale de Rabat-Salé par les dirigeants – ont ravivé les contradictions intérieures.



La contestation a commencé en février 2011, avec le « Mouvement du 20 février » dénonçant la corruption et l'autoritarisme. Cette mobilisation continue, avec une journée d'action et de manifestations importante par mois. Mais elle s'accompagne, depuis début 2012, d'une remontée des luttes sociales très forte. La répression s'est également accrue depuis les forts affrontements – en février à Taza – entre chômeurs et forces de police. Le 1^{er} juin voit, par ailleurs, s'ouvrir à Sidi Ifni le procès de militants solidaires, en 2008, avec les habitant(e)s de cette ville de pêche, alors en révolte contre le pouvoir.



Jeunes prisonniers révolutionnaires en Grève de la Faim (déc 2011)

Signalons aussi la multiplication d'actions telles que les grèves de la faim de travailleurs. En avril et en mai, après 37 jours de grève de la faim, six travailleurs employés par la multinationale agricole française Soprofel, qui exploite des tomates au Sud-Ouest du Maroc, ont appris, le 2 juin, qu'ils avaient gagné leur combat pour le respect de leurs droits. Des militants syndicalistes avaient en effet été licenciés sans ménagement.

Togo : La dictature aux abois

Le silence des grands médias internationaux ne doit pas nous tromper : le Togo est bien en train de vivre une crise profonde comme en témoigne la puissance, le nombre et le rythme des manifestations qui se déroulent à travers le pays.



Eyadema père et Eyadema fils

Une dictature héréditaire

Ce pays d'Afrique de l'ouest n'a connu que la dictature depuis l'assassinat de Sylvanus Olympio en 1963, le père de l'indépendance, par les sbires de la France où se trouvait Eyadema, plus connu sous le nom de «sergent Étienne», qui régna sans partage pendant 38 années. A sa mort son fils, Faure Gnassingbé appuyé par l'armée, prend le pouvoir et organise des élections en 2005 qui se termineront dans un bain de sang. Les organisations de défense des droits de l'homme estiment que 790 personnes sont mortes et ce sont des milliers de togolais qui ont dû s'exiler pour fuir les milices du parti présidentiel le RPT, notamment dans le pays voisin le Bénin où vivent encore, à Agamé, des centaines de réfugiés dans un dénuement complet. En 2010 de nouvelles élections sont organisées, de telle manière que la victoire de Faure Gnassingbé soit assurée, mais de façon moins caricaturale et moins violente que pour celles de 2005. A cet effet, les listes électorales seront trafiquées, l'élection se fera à un tour avec l'achat des consciences, le bourrage des urnes, la centralisation des résultats permettant toutes les manipulations, etc... Depuis, régulièrement, des manifestations sont organisées par l'opposition qui revendique la victoire électorale.

Une opposition combative

L'Union des Forces du Changement était la principale organisation de l'opposition, dirigée par le fils de Sylvanus Olympio, Gilchrist. Sa seule qualité, de dirigeant de l'opposition, il l'a doit uniquement au nom qu'il porte car il n'a jamais été capable de mener une opposition conséquente et, lors des événements décisifs, il a toujours louvoyé, puis reculé. Petit à petit, il s'est éloigné de la direction de son Parti, à tel point que deux centres de décisions se sont progressivement formés, un au domicile de Gilchrist situé à Tokoin dans les quartiers chics de Lomé, l'autre dans le quartier populaire à Lomnava[1].

Pour les élections présidentielles, Gilchrist Olympio a manœuvré, pour refuser par la suite de se présenter, soutenant du bout des lèvres le candidat qui allait porter les couleurs de l'UFC, Jean-Pierre Fabre.

Après les élections, Faure Gnassingbé a proposé une sorte de gouvernement d'union nationale où il aurait tout pouvoir quand les représentants de l'opposition n'auraient que des strapontins ; le seul but étant de montrer, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, que Faure Gnassingbé était un homme de rassemblement. Sans demander l'avis de personne, Gilchrist a accepté, accompagné

de quelques affidés.

L'essentiel des membres de son Parti refusèrent cette capitulation et fondèrent l'Alliance Nationale pour le Changement qui, depuis, mène sans relâche une politique combative contre la dictature. Après les élections elle a construit, avec d'autres organisations politiques, un Front large (le FRAC) qui, depuis le résultat du second tour, appelle à des manifestations régulières contre le hold-up électoral.

Un Pouvoir aux abois

Le Gouvernement n'a eu de cesse d'harceler l'opposition en démettant arbitrairement huit députés de l'ANC malgré les recommandations de la Cour de Justice de la CEDEAO. Ensuite il a mis sur pied une commission «vérité et de réconciliation», qui a surtout permis à ce que les criminels, qui ont agi pendant des années sous la dictature, ne répondent pas de leurs actes devant la justice. Puis il a confié à la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) un audit que le pouvoir a publié sur son site, en prenant soin d'expurger les cas avérés de torture dans les lieux de détention de l'Agence Nationale du Renseignement. Après que le vrai rapport ait été publié et largement diffusé, le pouvoir a réagit en confiant la mise en place de réformes ... aux principaux accusés.

A l'intérieur du clan Eyadema une lutte fratricide, au vrai sens du terme, s'est déroulée en 2009 quand Faure a accusé son demi frère, Kpatcha Gnassingbé, d'une tentative de coup d'état et l'a emprisonné avec une trentaine de personnes. Au bout de deux ans d'emprisonnement un procès est en train de se dérouler et déjà les principaux accusés font état de torture à leur rencontre. Aujourd'hui les mobilisations redoublent contre le projet de la réforme électorale pour préparer les élections locales et législatives. Une fois de plus le gouvernement togolais, de manière unilatérale a pris les décisions, celles là mêmes qui vont lui permettre d'assurer son succès électoral. Décidément la vitrine démocratique, qui plait tant à l'Union Européenne et à la France, cache mal la dictature de l'arrière boutique pour peu que l'on ait la volonté d'y jeter un coup d'œil.



Changement ou continuité ?

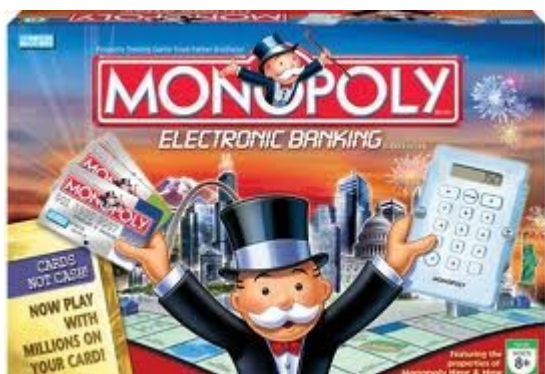
La France en soutien

Comme scellé par un pacte de sang après l'assassinat d'Olympio, la France va demeurer un indéfectible soutien à la dictature au Togo, comme le souligne d'ailleurs la haute administration française :

« Après avoir été délaissé par les bailleurs de fonds pendant une dizaine d'années (à l'exception de la France qui a toujours gardé un volant d'aide au développement avec ce pays) ». [2]

L'UE, elle, va financer en partie les élections de 2011 et, tout de suite après, lever les sanctions malgré les fraudes électorales massives et les multiples atteintes aux droits de l'Homme. La politique de l'UE est simple, les dictatures amies doivent être soft,

c'est-à-dire des élections truquées et une répression discrète. Une fois ces conditions remplies, l'Union européenne peut recommencer son aide au développement, l'accompagnant de quelques commentaires sur l'amélioration de la gouvernance. Les meilleurs avocats du gouvernement togolais vont être Louis Michel, ancien ministre belge des affaires étrangères, qui s'est spécialisé dans la défense des dictatures africaines et la France. Cette dernière est récompensée, en effet en 2011 les entreprises de l'hexagone ont exporté pour plus de 247 millions d'euros. De plus, les multinationales françaises sont particulièrement implantées au Togo. Ainsi le port, principale ressource économique du Togo, où transitent près de huit millions de tonnes de marchandises, est aux mains du groupe Bolloré et de la GETMA. D'autres multinationales comme la CFAO, Total, Accor ou des entreprises togolaises qui appartiennent à des Français, telles l'African West Cargo, entreprise de cargo aérien, ou les transports routiers comme Renaldo et STTR plus une myriade de PME. Pour résumer :



Jackpot pour les multinationales

« Le Togo reste un client fidèle de la France en dépit d'un environnement concurrentiel toujours plus serré. Les importateurs togolais continuent d'avoir le « réflexe français » lorsqu'il s'agit pour eux de rechercher un produit ou un équipement. Notre commerce avec ce pays connaît donc une certaine résistance et donc une relative stabilité »,^[3]

Enfin le Togo reste un refuge pour les Français qui sont en délicatesse avec la justice de leur pays, le plus célèbre d'entre eux, Richard Debasch, sorte d'éminence grise de Faure Gnassimbé, qui s'est chargé d'habiller juridiquement son coup d'état.

Une lutte importante.

Par son ampleur, la lutte des populations togolaises et la situation similaire de maints pays africains francophones peut rapidement s'élargir. En effet des mobilisations importantes, notamment menées par la société civile, se déroulent au Gabon contre les trucages électoraux et la prise du pouvoir par le fils Bongo.

La lutte au Togo a pris une ampleur inégalée et est conduite de manière unitaire. L'opposition politique et la société civile militante, en tout 17, se structurent et se retrouvent dans un même cadre organisationnel : le « Collectif sauvons le Togo ».



Affiche du collectif pour la vérité des urnes-2010

Notre solidarité doit être entière avec cette lutte. Déjà nous devons exiger que la France cesse immédiatement ses aides et projets sécuritaires. La France, comme le rappelait fièrement Alliot-Marie disposée à prêter main forte à la dictature de Ben Ali lors de la révolution tunisienne, a un savoir faire inégalable dans le « maintien » de l'ordre. C'est elle qui s'est chargée d'équiper, via FCI (France Coopération Internationale), les 6000 gendarmes et policiers en faisant travailler les sociétés françaises : Protecop pour l'équipement individuel, Soicex pour le matériel radio et la CFAO pour les véhicules 4x4, tout cela pour la bagatelle de 500 000€ payés, en grande partie, par l'Union Européenne^[4]. Ces mêmes policiers et gendarmes qui, fort de leur équipement et formation, dispersent avec brutalité les tentatives de rassemblement, matraquent et gazent les manifestants. Déjà on compte deux morts. Les dirigeants de l'opposition sont soit arrêtés, soit comme Jean-Pierre Fabre, assignés à résidence. Il est donc important que les organisations progressistes en France exigent du gouvernement l'arrêt de cette coopération et le départ des huit policiers et militaires français présents au Togo. Ce serait un premier signe démontrant que la France ne soutient plus les gouvernements illégitimes en Afrique, comme François Hollande s'y est engagé.

Paul Martial

[1] Etiam.com 17/08/2009

[2] <http://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/togo>

[3] ibidem

[4] Cf La lettre du Continent N°579 du 7 janvier 2010

EGYPTE: Les élections présidentielles

Étonnamment, c'est le candidat soutenu par le Conseil suprême des forces armées (CSFA), Ahmed Shafik, qui arrive en deuxième position. Un quart des électeurs se sont prononcés pour lui, malgré les poursuites dont il fait l'objet pour corruption, et bien qu'il soit perçu comme le représentant de l'ancien régime chassé l'année dernière par la révolution.

Presque personne n'avait prévu que nombre d'électeurs souhaiteraient le retour de « conditions stables », même au prix des libertés personnelles et politiques.



Élections en Égypte

Dans les mois qui ont suivi la révolution, les contre-révolutionnaires ont mené des mouvements qui ont conduit à une insécurité croissante dans toutes les couches de la population, ce qui a conduit celle-ci à chercher un homme fort. Ainsi, le CSFA, sans grande résistance de l'opinion publique, a-t-il pu réhabiliter et mettre en orbite l'ancien prévenu Ahmed Shafiq, comme candidat à la présidence.

Avec seulement un point de plus, c'est le candidat des Frères musulmans, Mohamed Mursi, qui, sans surprise, compte tenu de la forte influence des Frères musulmans dans la population, est devenu le candidat « majoritaire ». Avec un appareil aussi discipliné, comme l'a dit le président du Parlement, Mohamed al Katatni : « Ils auraient également pu faire élire un chien mort comme président. »



Mohamed Mursi

Personnage falot et peu charismatique, Mursi fut investi à la dernière minute comme candidat des Frères musulmans, après que le candidat prévu, Khairat Shater fut disqualifié de la course à la présidentielle à cause d'un sursis judiciaire encore en vigueur.

Après avoir obtenu la majorité au Parlement, les Frères avaient promis de ne présenter personne à la présidence. Ils ont changé d'orientation à quelques semaines de cette élection et manifesté ainsi sans détours leur volonté de se s'emparer du pouvoir.

La plus grande surprise de cette élection fut cependant qu'Hamdin Sabbahi bénéficie de l'engouement de tant d'électeurs et se retrouve à la troisième place. [1] Sans avoir le soutien d'une machinerie médiatique rodée, ni d'une source inépuisable de subsides, ce nassérien que l'on dit laïque et de gauche modérée, avait convaincu de nombreux électeurs : ils voyaient en lui le seul capable de réaliser les objectifs de la révolution. Il semble que Sabbahi ait obtenu les suffrages de nombreuses personnes modestes et peu politisées qui se sont rendu compte pendant la campagne que tant les Frères que ceux qui soutiennent les candidats ayant l'aval des militaires ne se privent pas pour acheter les voix, et influencer les votes par des faveurs. Ces gens-là ont vu en Sabbahi un « homme propre ».



Avant les élections, les forces du camp révolutionnaire auraient dû faire d'Hamdin Sabahi leur candidat unique. Mais les voix de la gauche et des forces progressistes ont été dispersées entre quatre candidats. C'est ainsi que ces voix, réparties entre les différents courants révolutionnaires ont manqué à Sabahi, qui rate de très peu la possibilité d'être présent au second tour.

Beaucoup ne lui donnait aucune chance et ont utilisé leur voix de manière tactique pour un candidat d'une autre couleur politique.

C'est ainsi que, par exemple, Aboul Fotouh a reçu une partie des voix du camp révolutionnaire croyant avoir vu en lui un adversaire crédible face à Mursi, qu'ils voulaient éviter à tout prix. Cette erreur d'appréciation de la gauche a coûté à Sabahi les voix précieuses qui auraient pu l'emmener au second tour.

Beaucoup d'électeurs ont été trompés parce que cette élection a été présentée au public comme un choix entre un État laïc et un État religieux. De ce fait, l'ancien régime et les islamistes ont été vus comme deux pôles présentant les candidats les plus à même d'être élus. Par conséquent, beaucoup de chrétiens et de laïcs ont voté pour Shafiq par peur des islamistes.

Beaucoup de révolutionnaires ont voté Fotouh comme étant le moindre mal à leurs yeux, car ils étaient persuadés que, de toute façon, ce serait un candidat islamiste qui gagnerait l'élection. Ils

ont fini par prendre conscience que ce qui l'emportait dans la population, c'est que, dans cette élection, il s'agissait de choisir entre le régime établi et les revendications révolutionnaires, et le succès de Sabahi ne peut s'expliquer autrement. Malheureusement, cette prise de conscience est arrivée trop tard pour de nombreux membres de la gauche, qui auraient aussi bien pu voter pour lui s'ils mieux estimé ses chances de succès.

Avec le second tour à la mi-juin entre Ahmed Shafiq et Mohamed Mursi, les espoirs de la révolution se sont définitivement envolés. Beaucoup la considèrent comme une élection « pour le meilleur des pires ».



Mohamed Mursi et Ahmed Shafiq

La différenciation entre les deux candidats arrivés en tête, entre forces laïques et forces religieuses n'est qu'un affichage public. Les deux candidats représentent le retour de l'ancien régime, voire même sa perpétuation. L'orientation personnelle des candidats ne témoigne que de l'opposition d'ailes différentes à l'intérieur de la classe dirigeante. Nombre de citoyens n'ont pas estimé devoir se mêler de trancher une telle situation par leur voix, et ont montré leur déception par leur non-participation au scrutin. La commission électorale a annoncé une participation 51 %, ce qui montre que seuls les deux camps en présence ont mobilisés leurs partisans respectifs.

Le résultat des élections montre les deux candidats au coude à coude. Bien que les Frères musulmans aient, dès le départ, catégoriquement revendiqué la majorité, les partisans de Shafiq s'y sont opposés en sortant d'autres chiffres. La commission électorale s'est laissée une semaine de délai pour trancher et déclarer le vainqueur. Plus de 400 plaintes pour des irrégularités dans le scrutin ont été déposées devant la Cour suprême, et ce n'est qu'après de longues journées d'attente pendant lesquelles le pays fut comme paralysé, que Mursi a été déclaré vainqueur.

Ses supporters sont descendus dans la rue afin de fêter frénétiquement la « victoire », malgré le faible soutien apparent de l'ensemble de la population. Finalement, dans les prochaines années, c'est eux qui influenceront sur la politique de l'Égypte.

En tout cas, le rôle de direction de la CSFA n'a en rien été mis en danger par cette élection. Dans le courant de l'année qui a suivi la révolution, il était clair pour les Égyptiens que c'était la CSFA qui prenait les décisions, et qu'il avait l'intention de continuer à les prendre.

Qu'après la révolution la CSFA eût repris les commandes était

évident du fait du manque d'alternative à la conduite du pouvoir, et cela ne fut qu'à peine remis en cause par la population. Mais au cours des mois il apparut évident que le CSFA voulait annihiler les effets de la révolution à travers certains décrets et lois et ainsi, et voulait bloquer le libre développement de la démocratie.

Il ne s'agissait pas non plus d'un « coup d'État » lorsque dans les jours précédents, la Cour suprême décida de lever les poursuites contre Shafiq, et de donner suite aux recours contre la légalité du Parlement en dissolvant un tiers du parlement, entraînant de nouvelles élections législatives. Il ne s'agissait que de la suite logique des politiques antérieures menées par les militaires, dont l'implication dans la reprise en main du pouvoir n'avait laissé aucun doute sur leurs intentions de prendre une part importante au pouvoir en Égypte.

La paralysie préventive du pouvoir des Frères musulmans au Parlement n'avait d'autre but que d'assurer la suprématie du pouvoir militaire en prévision de l'élection possible de Mursi à la présidence. Les irrégularités dans les élections législatives sont donc intervenues à propos, permettant au CSFA de prétendre que cette mesure arbitraire permettait même de préserver la démocratie.

Aussi longtemps que le processus démocratique ne sera pas adossé à une nouvelle constitution, il ne pourra de toute façon pas être question de démocratie en Égypte. Pour le moment, les modifications apportées par le CSFA à la Constitution de 1971 restent en vigueur.

Les quelques tentatives de mise en place d'une commission constitutionnelle qui prendrait en compte les intérêts hétérogènes représentés dans le peuple ont jusqu'à présent échoué. Donc, il n'y a pas eu de changement dans la Constitution et le CSFA projette maintenant de nommer lui-même les membres de la commission constitutionnelle. On verra si les réformes démocratiques voulues par le peuple pour renverser le pouvoir actuel mais oubliées dans cette réécriture dominée par le CSFA, seront acceptées sans plainte ou contrariées par de la résistance.

Même si la révolution a temporairement perdu, quelque chose a changé par rapport au passé : les Égyptiens n'ont plus peur et considèrent qu'ils ont le droit d'élever la voix. Les prochaines années en Égypte seront le théâtre d'une lutte acharnée entre les camps, et les révolutionnaires devront montrer, malgré le renforcement du système établi, leur opposition à la politique visant à maintenir le pouvoir des militaires et des Frères musulmans. Les temps à venir seront agités.

Malgré leurs orientations différentes, les groupes et partis de gauche doivent, dans les années à venir, se rassembler dans un front crédible, qui devra proposer une alternative politique claire. Les problèmes urgents auxquels le pays doit faire face ne seront

pas résolu par le pouvoir des islamistes, ni par la mainmise des militaires ou des tenants de l'ancien système. Quand la gauche leur proposera une autre perspective, les citoyens pourront se prononcer autrement lors des prochaines élections.

Mamdouh Habashi*

* Mamdouh Habashi est militant du Parti socialiste égyptien. Contrairement à ce pourrait laisser penser son nom, ce parti regroupe essentiellement des militants issus de différents courants de la gauche marxiste. Une de ses figures emblématiques est le vétéran communiste Fath Allah Mahrous, qui représentait ce parti aux rencontres anticapitalistes de Marseille organisées par le NPA en mai 2011. Le PSE, qui a vu le jour après le départ de Moubarak, est peu présent dans la jeunesse. Il a par contre une influence dans le monde du travail par le biais de militants participant depuis les années 1990 à la construction d'un syndicalisme indépendant du pouvoir.

(Traduit de l'allemand par Max Hoeltz et Pierre Vandevoorde)

Premier tour

Mohamed Morsi (Frères musulmans) 24,78 % ou 25,31 %

Ahmed Shafik (ancien régime) 23,66 % ou 23,75 %

Hamdeen Sabahi (Karama, nassériens de gauche) 20,72 % ou 21,75 %

Abdel Moneim Aboul Fotouh (Frères musulmans dissidents) 17,47 % ou 17,94 %

Amr Moussa (Ancien régime) 11,13 % ou 10,97 %

Deuxième tour

Mohamed Morsi 51,73 %

Ahmed Shafik 48,27 %

La première source pour le premier tour se trouve sur Wikipedia, la seconde sur

<http://www.electoralgeography.com/new/en/countries/e/egypt/egypt-presidential-election-2012.html>

Lecture

<http://forumdesdemocrates.over-blog.com/article-les-egyptiens-tentes-par-une-troisieme-voie-105861890.html>

[1] *Hamdeen Sabahi a été un opposant résolu aux présidents précédents et a connu 17 fois la prison. Se réclamant de Nasser, il avait notamment participé à la fondation du parti Karama et de la coalition Kifaya. Impliqué dans la révolution de janvier 2011, il se bat pour le départ des militaires du pouvoir et des mesures de justice sociale.*

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/36/124/36856/Presidential-elections-/Meet-the-candidates/Hamdeen-Sabbahi.aspx>



Elections ou mascarades ? Vigilance !

Un collectif en place pour informer et mobiliser autour des questions d'élections en Afrique.

- ▶ Une réunion aura lieu chaque second jeudi du mois
- ▶ Un site internet présentant le collectif est mis en place, relayant informations, actualités mais également des analyses formulées au sein du collectif sur les enjeux électoraux :

www.electionsafrique.org.

Réunion : Deuxième jeudi du mois en cours à 19h – Bourse du travail , 3 rue du château d'eau 75010 Paris.



Qu'est - ce donc la Somalie ?

Pour expliquer les origines du chaos actuel de la Somalie, il nous faut d'abord comprendre le système colonial et ses stratégies. Car la Somalie est la preuve concrète des conséquences de la colonisation (le partage de l'Afrique et l'éparpillement d'un peuple nomade). L'autre problème de la Somalie est une aliénation intellectuelle : l'ethnisme.

Nous pensons que la situation de la Somalie est liée à l'incapacité du peuple Somali à se fixer sur un territoire (puisqu'il est composé de nomades) et en tant que peuple.

La Somalie fut colonisée par les Ethiopiens d'Aksoum (IIe et VIIe siècle), puis par les Arabes (IXe siècle), rejoint par les Iraniens les Turcs et enfin au XIXe siècle par les Européens. Le Somaliland, située au Nord de l'actuelle Somalie, devint alors un protectorat britannique en 1887. La partie appelée à l'époque la Somalie (colonie italienne dès 1889) est intégrée en 1936 dans l'empire colonial de l'Africa Orientale Italiana. Elle accède à l'indépendance le 1^{er} juillet 1960, en tant que Somalie unie (les ex-colonies britannique et italienne ensemble). En 1969, le général Syad Barré prend le pouvoir, soutenu par l'URSS, et prône le nationalisme. Il poursuit la stratégie des ex-puissances coloniales en s'appuyant sur les ethnies. Promotions et privilèges pour les uns et marginalisation pour les autres. Ainsi, dès les années 1970, les clans évincés du pouvoir engagent une lutte armée contre le régime. Le dictateur ressort alors le projet de la « grande Somalie » (qui engloberait en plus de la Somalie britannique et italienne, l'Ogaden en Ethiopie, le Nord du Kenya, et Djibouti).



La Somalie éclatée

Définir la société Somalie ?

Une langue (somalie). Oui, mais une langue survivante de l'égyptien-ancien (maintenant le copte selon les travaux du linguiste anglais Charles Barber) et donc une langue proche de l'arabe. Mais aussi une langue couchitique (afro-asiatique). Une langue swahilie (langue bantoue) parlée au Kenya, Ouganda, Tanzanie. Une religion musulmane – présente au pays dès le IXe siècle du calendrier chrétien, d'ailleurs certaines ethnies somalies prétendent descendre directement du prophète - mais aussi des croyances africaines traditionnelles. Une culture indo-arabo-africaine... Un territoire. Aujourd'hui éparpillé entre Djibouti, l'Éthiopie (région de l'Ogaden), le Nord du Kenya, le Somaliland et la Somalie, les cinq parties que représente l'étoile sur le drapeau somalien. Un peuple. Mais un peuple xénophobe. Chez nous les Somalis, la supériorité sur les autres Africains est une certitude. Nous sommes des Arabes. Nous sommes aussi Africain puisque Noir. Une (autre) filiation est épisodiquement

revendiquée avec les Indiens. Mais alors que sont donc les Somalis ? Des schizophrènes !

Selon certains historiens, les Somalis sont venus du Sud de l'Inde (des chercheurs d'or) et se sont établis dans la Corne d'Afrique alors habitée par des bantoues. Ils seraient rejoints plus tard par des Arabes (Égyptiens, Yéménites). L'encyclopédie Britannica écrit : « Le pays de Punt était sacré pour les Égyptiens en tant que source de leur race. »

Selon l'historien grec Diodore de Sicile, dans son livre « Bibliothèque Universelle » suite à une crise politique en Égypte et l'infiltration des peuples euro-asiatiques en Égypte, au VI^{ème} siècle avant Jésus Christ, plus de 200.000 habitants de l'Égypte ancienne ont quitté leur pays se dirigeant au Sud du Nil, en direction de l'Éthiopie, en Afrique de l'Est (l'actuelle Somalie, Éthiopie, Djibouti etc...).

Enfin, une partie des Somalis se revendique africaine (comme les Antillais) et s'indigne de la survivance des stratégies coloniales.

En fait, ce complexe de supériorité existe depuis longtemps chez les Somalis : noble, « race pure »... Les colonisateurs (Anglais, Italiens) et le dictateur Syad Barré l'ont encouragé pour asseoir leur pouvoir en appliquant ce conseil : « *S'il ya des mœurs et des coutumes à respecter, il ya aussi des haines et des rivalités qu'il faut démêler et utiliser à notre profit, en opposant les uns aux autres, en nous appuyant sur les uns pour mieux vaincre les autres.* » C'est ce qu'avait dit le Maréchal Louis-Hubert Lyautey, à propos du Maroc, pays qu'il soumettait à la colonisation.

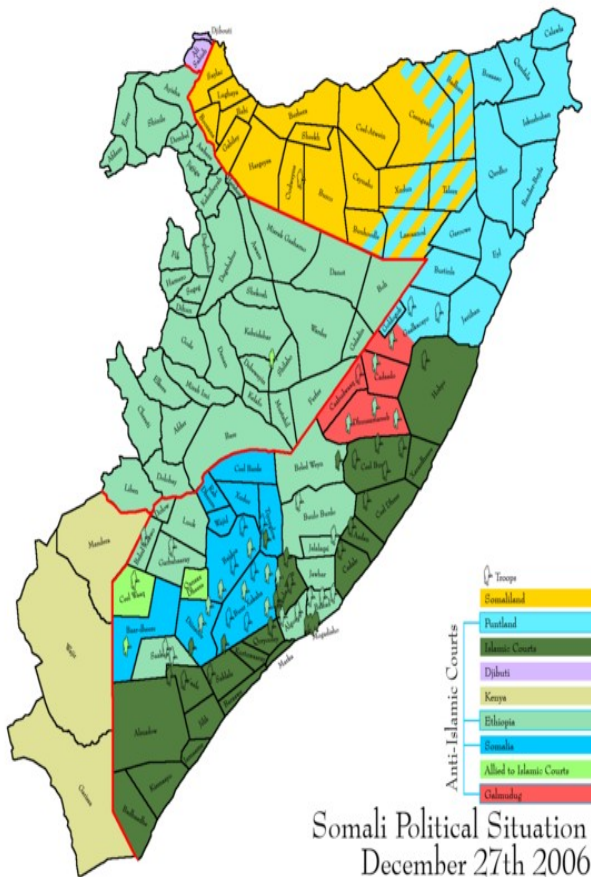
Les Somalis sont divisés en Dir (Gadabuursis, Issack et les Bimaal), Hawiye et Darod. Dans la Somalie italienne, les Darods (la population la plus grande en nombre) se définissent comme guerriers et nobles et qui, selon eux-mêmes, seraient des descendants du prophète ; et les Hawiye, agriculteurs sont perçus comme « inférieurs ». En Somalie du Nord, les Gadabuursis, les Isaaqs et les Darods (dans la région du Puntland actuellement autonome) cohabitent. Ce n'est cependant qu'une entente pacifique et pragmatique. A la chute du régime de Syad Barré, en 1991, les Somalis du Nord ont dû faire face à la réalité : ils pouvaient continuer à se faire la guerre ou alors faire scission et rétablir l'ancienne Somalie britannique, sans l'ex-colonie italienne. La deuxième solution fut choisie mais les Darods, refusant d'accepter l'exercice du pouvoir par des tribus « inférieures », décidèrent l'autogestion de leur région le Puntland. En paralysant ainsi la reconnaissance du Somaliland, en attendant que les Darods du Sud arrivent à neutraliser les Hawiye ; que l'Ogaden acquière son indépendance. Eh oui, le rêve de la grande Somalie est toujours le but final. C'est pour cela aussi que l'Éthiopie et Djibouti s'opposent à l'Etat du Somaliland (qui soutiendrait automatiquement les indépendantistes Ogaden).

En fait avec l'exil, nous avons connu les discriminations et le racisme (en Occident et dans les pays arabes) et compris que nous étions ignorants, aliénés. La diaspora somalie lutte contre l'esprit de clan et son complexe de supériorité ... l'avenir de la Somalie en dépend pour la réconciliation nationale.

Ardo Mako

Le Somaliland : un Etat fantôme ?

rôle phare de la paix et de la sécurité dans la Corne de l'Afrique
».



Le Somaliland se situe au Nord de la Somalie et est composée de deux états : le Somaliland (qui regroupe les territoires des Gababuursis et des Issaq) autoproclamé. Et le Puntland (qui appartient aux Darod) et qui milite depuis 1991 pour une Somalie unifiée avec Mogadishio comme capitale.

Depuis 2010, un groupe armé s'oppose à la souveraineté du gouvernement du Somaliland et prétend libérer les régions de Sool, Sanag et Cayn pour les rattacher à la Somalie. Alors que le Puntland est en guerre contre les islamistes Al-Shabab qui eux veulent créer un État islamiste somali. Ces deux états (en réalité régions) coopèrent par ailleurs sur les questions de sécurité alors qu'ils se combattent politiquement et économiquement.

La reconnaissance du Somaliland comme étant un état s'avère donc quasi impossible. En effet, aucune des conditions exigée par la Convention concernant les droits et devoirs des États, signée à Montevideo le 26 décembre 1933 et qui prévoit (dans son article 1) : « *L'État comme personne de Droit international doit réunir les conditions suivantes : 1) Population permanente. 2) Territoire déterminé. 3) Gouvernement. 4) Capacité d'entrer en relations avec les autres États.* » n'est remplie.

Ces dernières années le Somaliland a changé de stratégie et fait du chantage grâce à la lutte contre la piraterie et le terrorisme. Le 21 mars 2012 Mohamed Omar, le ministre des affaires étrangères de la république autonome de Somalie, avait exprimé cette volonté aux eurodéputés de la commission parlementaire des affaires étrangères (AFET) : « *Le Somaliland veut jouer son*



Pirates somaliens

Cet état n'exportait auparavant que du bétail vers les pays du golfe (près de deux millions de têtes de bétail par an). Mais on vient de découvrir qu'il dispose de richesses minière et pétrolière. Cela pourrait donc inciter l'union européenne et les nations unies à revoir leurs positions. De plus, l'Union Africaine semble aussi envisager une telle reconnaissance. Dès 2005, une mission d'information avait conclu que la situation était suffisamment « *unique et auto justifiée dans l'histoire politique africaine* » et que « *cette affaire ne devrait pas mener à l'ouverture d'une boîte de Pandore* ».

Mais les voisins du Somaliland (Djibouti et Ethiopie) refusent l'entérinement de cet état de fait par peur de voir resurgir le démon nationaliste. L'Éthiopie se méfie d'un éventuel soutien aux indépendantistes somalis de l'Ogaden (en plus des rivalités religieuse, ethnique entre les deux pays). Ainsi en 1960, Hailé Sélassié et Kenyatta avaient signé un traité pour faire face à la Somalie dans ses « futures » réclamations des territoires perdus. De plus, l'Ogaden pourrait s'inspirer de la Somaliland en s'autoproclamant indépendant (un territoire, un peuple, une armée et un gouvernement) à son tour.

Enfin la diaspora somalie (dans les pays du golfe, Amérique et en Europe) portent encore le rêve de la grande Somalie. Pour toutes ces raisons le Somaliland semble être la dupe de bonne foi de cet état fantôme.

Ardo Mako

ALGERIE : Cinquante ans après, une libération sociale et politique à conquérir

Ce fut un événement véritablement historique, et qui allait avoir une grande influence sur le cours de la décolonisation : il y a cinquante ans, l'Algérie est devenue indépendante au bout de 132 ans de colonialisme français.



La proclamation d'indépendance du pays prit effet le 5 juillet 1962, jour pour jour cent-trente-deux ans après le débarquement des troupes françaises dans la baie de Sidi Ferrudj, proche de l'actuelle capitale Alger. Mais elle avait été préparée par l'accord de cessez-le-feu conclu le 18 mars de la même année, entre la France et le GPRA (gouvernement provisoire de la République algérienne) – organe de la résistance anticoloniale – à Evian, en Suisse. Ce cessez-le-feu vint mettre un terme à huit années de guerre, suite au début de l'insurrection algérienne qui avait été déclenchée le 1^{er} novembre 1954 par le FLN (Front de libération nationale).

La guerre de libération algérienne était la conséquence, historiquement inévitable, du rapport colonial auquel étaient soumises les populations algériennes. La colonie appelée « Algérie française » se distinguait d'autres territoires militairement conquis par le fait qu'elle ne servait pas uniquement à l'exploitation de matières premières, mais également de terre de peuplement. Dès le début, après la défaite des révolutions qui avaient éclaté en France en 1830 puis en 1848, les pouvoirs monarchiques français avaient utilisé l'Algérie comme terre de bannissement d'éléments « perturbateurs » qu'ils considéraient comme indésirables en « métropole ». Après l'écrasement sanglant de la Commune de Paris, en 1871, de nombreux prisonniers politiques furent également envoyés en Algérie. Mais au fil du temps et à mesure que le temps passait, ce peuplement contraint et forcé – par des opposants condamnés et des forçats – fut complété par une immigration volontaire de populations européennes. Elles ne venaient pas que de France, mais aussi d'Italie, d'Espagne et des îles de la Méditerranée (Corse, Malte...). Les différents pouvoirs européens profitaient du fait colonial pour offrir un débouché apparent aux populations paupérisées, une sorte de « soupape » politique et sociale.

En Algérie, les populations dites « indigènes » furent cantonnées dans un statut d'habitants de seconde zone, soumises à l'infâme « Code de l'indigénat » (1881 à 1945) autorisant p.ex. le travail forcé. Une sorte de système d'apartheid distinguait entre les individus selon leur appartenance confessionnelle : « chrétiens », « juifs » ou « Français musulmans d'Algérie », pour leur donner des statuts de droits différents – ces derniers étant, de loin, les

plus nombreux et les plus défavorisés en droit et en fait. A l'aube de la guerre de libération, un million d'habitants jouissant de la pleine citoyenneté – « chrétiens », et au moindre degré « juifs », qui subissaient d'autres discriminations – faisait face à huit millions d'habitants arabes et berbères, aux droits moindres.

La guerre de libération exigeait des lourds sacrifices de la population écrasée par le joug colonial. 2.700 soldats français tués (selon les chiffres officiels) d'un côté, entre 300.000 et un million de morts du côté algérien : les chiffres sont éloquentes. Le scandale de la torture, très largement appliquée par les pouvoirs français successifs pour mater la révolte, a été dénoncé par des intellectuels et des progressistes français à partir de 1957. Mais la France finit par perdre la guerre, même si c'était plus politiquement – en raison de l'isolement international croissant, et de l'impossibilité de contrôler toute la population adhérant massivement à l'objectif de libération du pays – que sur le plan militaire. Malgré l'extrême brutalité de la guerre, impliquant la construction de murs électrifiés tout au long des frontières avec le Maroc et la Tunisie, le président Charles de Gaulle dut se convertir au réalisme politique qui conduisait à l'acceptation de la décolonisation de l'Algérie.



Après la liesse généralisée des populations, d'autres problèmes apparurent à l'horizon. En août 1962, l'« Armée des frontières » (qui n'avait pas directement combattu, à la différence des « maquisards » intérieurs, mais était stationnée au Maroc et en Tunisie) prit le pouvoir, ce qui déclencha des combats en plein Alger avec les anciens résistants de l'intérieur. Le FLN devint non seulement parti d'Etat, mais rapidement aussi parti unique (jusqu'en 1989). Depuis cette période, la structure du noyau dur du pouvoir a été maintenue pour l'essentiel, jusqu'à aujourd'hui. Les militants et militantes qui avaient combattu pour l'indépendance, reconnurent pour certains que « le primat du politique sur le militaire » - pourtant affirmé par le congrès de la Soummam du FLN, en 1956, débouchant sur un programme progressiste – avait été insuffisamment assurée. La décolonisation était un pas immensément positif dans l'Histoire, mais la chance de la lier à un projet de libération sociale et démocratique a été perdue en 1962. Aux démocrates, progressistes, syndicalistes et féministes d'aujourd'hui de la reconquérir.

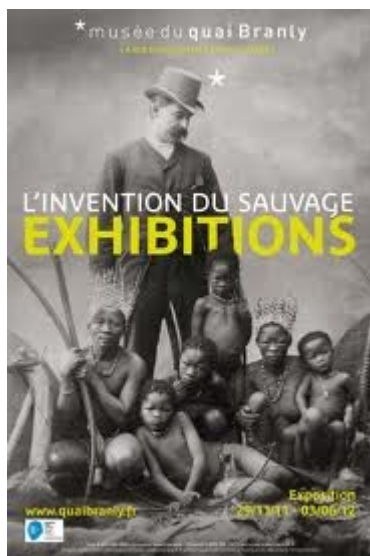
Berthold Du Ryon

L'imaginaire occidental et l'invention du sauvage

L'exposition « Exhibitions » met en lumière l'histoire d'hommes, de femmes et d'enfants, venus d'Afrique, d'Asie et d'Océanie ou d'Amérique, exhibés dans des foires, des cirques, des revues de cabarets ou de zoos humains. Au moyen d'une scénographie pédagogique, elle place le visiteur face à ses propres préjugés sur l'« Autre ». Le titre, choquant en soi, montre bien le rapport malsain qui a été établi entre les peuples colonisés et les « colonisateurs ».

Les racines du mal remontent au XV^e siècle. C'est le 8 janvier 1454 que l'Eglise, dans la bulle papale de Nicolas V, officialisera la première traite négrière organisée par les Portugais entre le golfe de Guinée et l'île de Sao Tomé. Au même moment, les expéditions maritimes transatlantiques sont lancées en quête de nouvelles routes maritimes. En partance pour l'Asie, Colomb, mettra le pied aux Antilles croyant être en Inde. Ainsi les Arawak et Karib seront dénommés « Indiens », puis « Amérindiens ». Cette période verra l'exploitation et le génocide des Amérindiens et le début de la traite négrière.

L'Eglise sera également l'institution qui partagera le monde en deux. Le traité de Tordesillas, 1494, attribuera au Portugal l'Afrique, l'Asie et le futur Brésil, et à l'Espagne le reste de l'Amérique.



Exposition au musée du Quai Branly

C'est à cette époque que l'on va inventer le sauvage qu'il va falloir civiliser aux fins de le sortir de sa condition inhumaine. Ainsi, pour ce qui concerne les Noirs, le théologien Bellon de Saint-Quentin, spécialiste des textes bibliques réinventant le mythe de Cham, ancêtre de Koch, verra dans la malédiction de Cham par Noé, son père, la justification de l'esclavage des Noirs d'Afrique. Ainsi donc naîtra le mythe du Noir sauvage dont le corps sera l'objet de toutes les exploitations et de tous les fantasmes qui marqueront l'imaginaire occidental.

Bien sûr les intellectuels ne tarderont pas à s'emparer d'un tel sujet de prédilection. La controverse de Valladolid (1550-1551) opposera le prêtre Sepúlveda pour qui réduire les Indiens et les Noirs en servitude est normal, puisqu'ils croient en l'ordre naturel du monde au dominicain Las Casas qui limite le pouvoir de l'Eglise au domaine du spirituel et rejette l'idée de barbarie intrinsèque. Toutefois l'ecclésiastique justifiera l'esclavage des Noirs car « plus résistants, dociles et naturellement créés pour travailler ».

Avec l'expansion de l'empire colonial, le processus de mélange des races est inéluctable.

C'est en 1853 que le Bordelais Joseph de Gobineau publiera son *Essai sur l'inégalité des races humaines*. En six livres il s'interroge sur la différence hiérarchique entre les races. Selon lui, seules les nations blanches ont une histoire, une civilisation. Il leur appartient donc de soumettre les nations non blanches et de les maintenir sous leur joug. Evidemment les pharaons « kémites », à l'origine de la première civilisation égyptienne bien avant l'émergence de la civilisation hellénique, seront ignorés et l'histoire falsifiée au profit de la civilisation européenne. Le savant cheikh Anta Diop¹, soutiendra dans son œuvre l'antériorité des civilisations nègres.

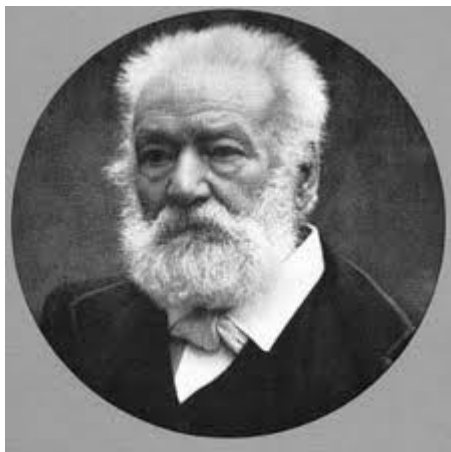


La Vénus hottentote

Durant toute la période esclavagiste et coloniale, les tenants de la pensée occidentale n'auront de cesse de débattre de l'appartenance du non-Blanc à l'espèce humaine. On assistera à des mesures des crânes dont le volume déterminera le degré d'intelligence d'une catégorie par rapport à une autre. Ainsi, commenceront les expositions humaines, dont l'un des fleurons sera la Vénus hottentote, Saartjie Baartman, livrée de son vivant

à toutes les horreurs possibles (démonstrations et viols) et disséquée après sa mort, aux fins d'observer son vagin. Elle restera exposée au Musée de l'Homme de Paris, jusqu'en 1974. Ses restes seront ensuite archivés jusqu'en 1998 quand l'Afrique du Sud obtiendra leur retour en terre africaine. La dernière exposition coloniale aura lieu en 1931, et il faudra démontrer les « bienfaits de l'œuvre civilisatrice de l'Empire sur les peuples inférieurs ». On montrera ainsi à l'humble visiteur que, malgré sa propre misère, il sera toujours supérieur au reste de l'humanité. La photographie, la littérature, le théâtre, le cinéma, seront des vecteurs de cet imaginaire. Les productions cinématographiques américaines, françaises mais aussi allemandes, véhiculeront les aventures coloniales des Blancs dans une Afrique vierge (jungle pour décors) ou les seuls Noirs présents à l'écran seront les porteurs qui disparaissent en général au bout de 5 minutes.

Ainsi, depuis l'origine des premières traites négrières jusqu'au milieu du XX^e siècle, tous les supports médiatiques ont été utilisés aux fins de déshumaniser le non-Blanc. La littérature du XIX^e siècle, fourmille d'indices sur ce sujet. Le fiancé d'Eugénie Grandet, va faire fortune aux Antilles, sous-entendu grâce à l'esclavage.



Victor Hugo

Le grand Victor Hugo, prononcera un discours mémorable au cours d'un banquet républicain : « l'Afrique prenez-la, prenez-la comme une vierge ». On notera au passage la misogynie et le racisme paternaliste du bonhomme, pourtant membre de la « Société des amis des Noirs », équivalent français de celle créée par W. Wilberforce. Cette société, à laquelle appartenait V. Schoelcher, œuvrait pour une émancipation graduelle des Noirs, pendant qu'aux Etats-Unis les Africains-Américains F. Douglas, H. Tubmann et E. Dubois siégeait au Sénat pour le premier, organisait l'évasion des esclaves pour le deuxième, œuvrait pour l'éducation des siens, pour le dernier.

En France, ce sera Anténor Firmin ², le premier anthropologue afro-haïtien qui démontrera le rôle de la race noire dans l'histoire

de la civilisation.

Toutefois, la sauvagerie ou l'infantilisation du Noir a la peau dure. Les marques publicitaires ont bien compris le créneau depuis 1904. Son image est utilisée à toutes les sauces pour des savons blanchissants, du chocolat, les produits laitiers (qui évoque sa puissance sexuelle supposée) et dernièrement, une automobile, ou l'on voit un Noir dansant avec envie autour d'une voiture apparemment vide, dont surgit une famille blanche qui fait fuir l'intrus. Les associations humanitaires internationales jouent également sur cette sensibilité. Leurs campagnes françaises, mettent en scène des enfants, hommes ou femmes noires, victimes de guerres, de la faim ou de maladie « moyenâgeuse ». Sans nier la réalité de ces situations en Afrique, pourquoi ces campagnes ne sont pas en direction des pays de l'Est ou actuellement la lèpre reparaît ? Simplement parce qu'elles jouent sur deux faits : Premièrement la culpabilisation des Occidentaux vis-à-vis de la colonisation. Deuxièmement, le Noir, sera toujours cet éternel assisté qu'on doit éternellement aider. C'est l'imagerie coloniale qui persiste sous d'autres formes.

Les récents propos de Guerlain, les affirmations sur l'origine des délinquants, des footballeurs-voyous, les attaques incessantes d'une partie de la gence politique à l'encontre des immigrés, démontrent que l'autre sera toujours notre « sauvage ». Que nous sommes toujours le sauvage de quelqu'un.

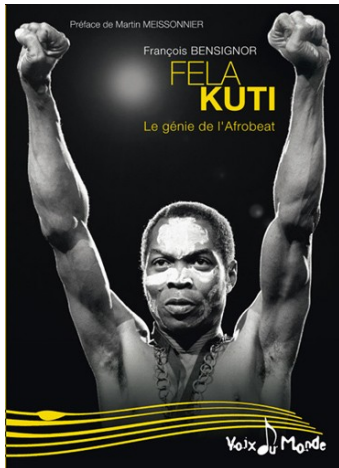
Avec Afrique en luttés, construisons un support de réponse, de connaissance des luttes des peuples africains. C'est aussi par ce biais-là que nous construirons des rapports d'amitié et de solidarité entre les peuples et que nous déconstruirons les « imaginaires coloniaux ».

Mariam SE RI SIDIBE

- (1) Cheikh Anta Diop, égyptologue sénégalais, *Antériorité des civilisations nègres : mythe ou réalité*, Présence Africaine, Paris, 1967
- (2) Antenor Firmin, anthropologue (1850-1910), *De l'égalité des races. Anthropologie positive*, Paris, F. Pichon, 1885

A lire

FELA KUTI, Le génie de l'Afrobeat de François BENSIGNOR



A voir

1962 : DE L'ALGERIE FRANÇAISE A L'ALGERIE ALGERIENNE

De Marie Colonna et Malek Bensmaïl. Sur une idée de Stéphane Khémis.

France - 2012 - Couleur - 2 x 64' - Documentaire



1962. L'Algérie, territoire français depuis un siècle et demi, connaît sa dernière année de colonisation après sept ans de guerre. Marie Colonna et Malek Bensmaïl, nés tous deux dans l'Algérie indépendante, font revivre les semaines qui séparent le cessez-le-feu du 19 mars 1962 de l'élection de la première Assemblée nationale algérienne, fin septembre. Ils vont à la rencontre de Français et d'Algériens qui témoignent des violences, des peurs, des espoirs et des désespoirs, du cours de vies prises dans la tourmente de l'histoire. Des récits qui traduisent l'intensité de cette période, fin d'une époque pour les uns, début d'une histoire à construire pour les autres.

Cases Rebelles, émission web de révolutionnaires noirEs en colère



<http://www.cases-rebelles.org>

POUR NOUS CONTACTER, e-mail: afriquesenlutte@yahoo.fr; site: www.afriquesenlutte.org